TRANSPORTS URBAINS

LA PRIVATISATION RAMPANTE,

ÇA SUFFIT !!

Par les lignes qui suivent, l'Union Départementale des syndicats CGT de Haute -Garonne en collaboration avec le syndicat CGT de Tisséo dénonce la privatisation rampante de la Régie.

La CGT constate qu'avec la nouvelle organisation de la régie Epic Tisséo, des postes vacants et importants de direction, seront comblés par des transfuges de TRANSDEV.

TRANSDEV est issu du rapprochement en 2013, de Veolia Transport et de Transdev. Transdev est un opérateur privé exploitant des réseaux de transports urbains et interurbains de voyageurs. Ses principaux concurrents en France sont Kéolis, Ratp Dev.

La CGT y voit un signal fort d'accentuation de la gestion de Tisséo sur des critères du privé mais pour aller jusqu'où ?

La question d'une vente des transports urbains à un opérateur privé avant les prochaines municipales de 2020 est donc posée et pour la CGT c'est non !!

La CGT a été et sera de tous les combats contre la privatisation

Pour rappel , en 2005, les élus du Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC) avaient lancé une Délégation de Service Public (DSP) pour offrir à Connex ,devenu ensuite Veolia puis Veolia-Transdev en 2011, la gestion des transport toulousains, confiée jusqu'alors à la SEMVAT depuis plus de...31 ans.

La CGT avait combattu contre la privatisation Après d'âpres démarches et luttes des personnels et plus largement des usagers, les élus du SMTC votaient, le 17 novembre 2005, la mise en place d'une régie publique à Toulouse (12 voix pour la Régie ; 9 pour le privé et 1 vote blanc).

Douze années plus tard, avec un Contrat de service public signé pour 5 ans uniquement entre Tisséo et le SMTC, et avec notamment l'article 74 stipulant qu'à tout moment le donneur d'ordre peut mettre un terme au contrat, on peut nourrir certaines interrogations sur le devenir du service public. Ces interrogations sont à rapprocher du débat sur la ligne 3 du métro et son financement .

Sans oublier que le syndicat CGT de TISSEO a bien mis en exergue l'état actuel de la privatisation de 10 nouvelles lignes après les 17 premières, ainsi que 24 lignes scolaires et les 9 TAMTAM du Muretain. Ainsi la sous-traitance est passée de 13% à 15 % de l'exploitation Bus-métro-tramway à 21 % .

Ces marchés attribués à des entreprises lowcost, adeptes du dumping social, économisent sur la masse salariale, baissent les coûts de maintenance et d'exploitation en agissant :

- sur l'entretien du matériel, sa propreté et son non remplacement en cas de panne
- sur les conditions de transport, les règles de sécurité et les conditions de parcages des véhicules (sur des terrains vagues).

La CGT n'opposera jamais les salariés du public et du privé. Elle agit au contraire, pour aider tous les salariés à tirer les acquis sociaux vers le haut ainsi que les conditions de sécurité des usagers et leurs conditions de travail. Elle agit pour le maintien du service public des transports urbains.

Quand tarification solidaire rime avec rentabilité financière

Le SMTC instaure en juillet prochain la soi disant « Tarification solidaire », qui n'a de solidaire que le nom puisqu'il s'agit d'une opération purement financière sur fond de racket des usagers les plus modestes. Outre le fait que les plus démunis devront payer le bus... il faudra dès le 03 juillet prochain être TRES pauvre pour espérer une gratuité...,sans parler des retraités percevant des pensions modestes.

Cette attaque se produit alors que la CGT rappelle que les transports sont financés en partie par nos impôts et par le versement transport des entreprises, mais pour le SMTC, il n'y a pas de petit bénéfice !

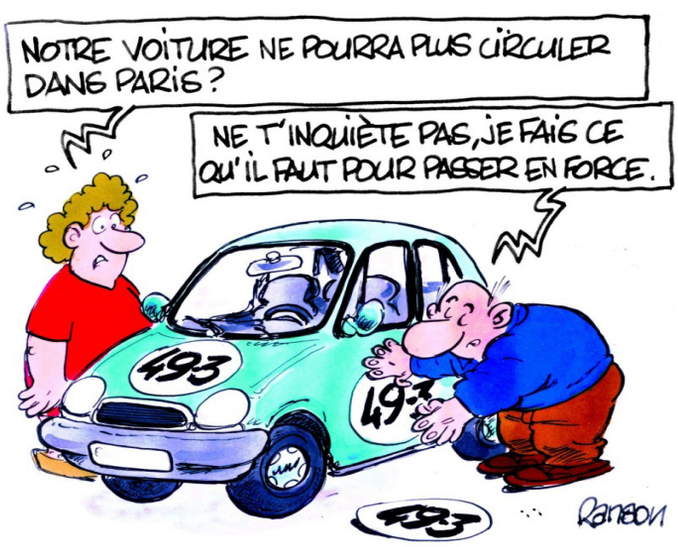
Ces décisions pèseront énormément sur les conditions de travail des personnels des agences commerciales, lesquels voient leurs missions et leurs taches s'aggraver sans aucune compensation. Alors que le taux de fraude est élevé, comment vont se comporter les usagers face à ces augmentations et ces remises en cause ?

Autre exemple, la vente du ticket unique à 2 euros à bord des bus contre 1,60€ dans les distributeurs automatiques. Selon les termes de la direction, cette mesure n'a comme vocation que: d'augmenter la vitesse commerciale .....(ticket unique, peu ou pas de monnaie....et à fond sur la pédale d'accélérateur !)

C'est l'acquis social de la gratuité qui est remis en cause alors qu'au contraire, il faudrait la gratuité totale pour tous ! C'est ce que revendique la CGT car la gratuité est possible financièrement, elle est juste socialement et écologiquement !!

Le ticket planète, il fallait y penser !

Le jour, ou par arrêté préfectoral, le seuil de pollution élevé entraînera l'interdiction de rouler aux automobilistes en fonction des numéros de leur plaque minéralogique et donc, pour la plupart, l'obligation d'emprunter les transports communs, le SMTC en guise de cadeaux pour la protection de l'environnement, leur proposera un Ticket Planète à 4euros. Cela fait cher la démarche citoyenne, d'autant que ce ticket ne permettrait qu'un aller et un retour.....suivant le lieu et la date d'achat...et il faudrait repayer pour effectuer d'éventuels déplacements !



Danger, la sous traitance fait son entrée à la sûreté

En comité d'entreprise, la CGT a posé une question concernant l'éventualité de la sous traitance pour lutter contre la fraude. La Direction a confirmé qu'elle avait déjà passé un marché avec un prestataire privé pour effectuer des opérations de contrôle et de reconquête du territoire sur le tram...uniquement...mais jusqu'à quand ?! La SCAT, basée à Lyon, s'est vue attribuer ce marché très lucratif pour un montant de 13 000 €/semaine pendant 6 mois.

La CGT agit pour l'unité des salariés et loin d'elle la volonté de les opposer car juste-

ment, nous savons combien la précarité de l'emploi dans ces secteurs permet d'utiliser des salariés intervenant sur le réseau avec pour mission (leur gagne pain) de «casser des usagers » par la recherche effrénée au PV.

La CGT s'insurge contre cette sous traitance car si Tisséo veut lutter efficacement contre la fraude et reconquérir le territoire, cela passe par des AGENTS TISSEO et des emplois statutaires, bien identifiés des usagers, et pérenne dans le temps.

De plus, la Direction et le SMTC font reporter les risques liés à la lutte contre la fraude sur les salariés de ces entreprises sous traitantes et par la même, reportent les risques sur ces entreprises et se désengagent de leur responsabilité...comme pour les lignes de bus. En fait , c'est pas moi , c'est les autres !

Partant de ce constat, il est difficile de croire la Direction qui prétend que cette sous traitance au privé serait ponctuelle...alors Quid demain du service sûreté et de la vérification, comme d'un élargissement plus important à toutes les activités ?!

Toulouse, le 13 juin 2017

SALARIÉS, USAGERS, SYNDICATS ET ASSOCIATIONS, TOUS ENSEMBLE MOBILISONS NOUS POUR UN GRAND SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS GRATUIT POUR TOUS !